

Par dérogation à l'alinéa premier, le point 6° peut également rentrer dans la charge des personnels social, psychologique et orthopédagogique.

Art. 4bis. Les tâches visées à l'article 4, alinéa premier, points 5° à 10° inclus, peuvent être imposées aux membres du personnel dans des circonstances exceptionnelles et de façon non systématique.

L'application de l'alinéa premier dépend des négociations au sein du comité local pour ce qui est de l'interprétation des notions "de façon non systématique" et "dans des circonstances exceptionnelles". »

Art. 3. L'arrêté du Gouvernement flamand du 10 juin 1997 portant les missions qui ne peuvent pas être comprises dans les descriptions de fonction des personnels de l'enseignement fondamental est abrogé.

Art. 4. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} juin 2008.

Art. 5. Le Ministre flamand qui a l'Enseignement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté. Bruxelles, le 18 juillet 2008.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
K. PEETERS

Le Ministre flamand de l'Emploi, de l'Enseignement et de la Formation,
F. VANDENBROUCKE

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2008 — 3656

[C - 2008/29490]

11 JUILLET 2008. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du 13 octobre 2006 relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement de la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par les lois spéciales du 8 août 1988 et du 16 juillet 1993, visant à achever la structure fédérale de l'Etat et spécialement l'article 68;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 octobre 2006 relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement de la Communauté française;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 mars 2008 fixant la répartition des compétences entre les Ministres du Gouvernement de la Communauté française;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 10 juillet 2008;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 11 juillet 2008;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 août 1996 telles que modifiées ultérieurement;

Considérant qu'il s'impose d'assurer sans délai la continuité du fonctionnement des Cabinets ministériels du Gouvernement de la Communauté française;

Sur la proposition du Ministre-Président,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 6 de l'arrêté du 13 octobre 2006 relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement de la Communauté française est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 6. Le Secrétaire de Gouvernement est nommé par le Gouvernement ».

Le Secrétaire du Gouvernement a le rang de Directeur de Cabinet, dans l'hypothèse où la fonction n'est pas exercée par le Directeur de Cabinet du Ministre-Président.

Il est assisté dans ses missions de deux conseillers et de deux agents d'exécution pouvant bénéficier d'une échelle barémique dans le niveau 2+. Ils sont désignés par le Ministre-Président.

Art. 2. L'article 7 de l'arrêté précité est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 7. Les Membres du Gouvernement disposent d'une cellule spécifique visant à mutualiser certaines missions, communes à tous les secrétariats de Cabinet, dénommée Secrétariat particulier d'audit et de contrôle des Cabinets (SePAC). Le Ministre-Président en assure l'autorité fonctionnelle.

Ces missions sont les suivantes :

- le contrôle et l'audit interne des Cabinets, en lien avec la Cour des comptes;
- la centralisation et la vérification de la conformité des arrêtés et des dossiers du personnel des Cabinets avant leur transmission à l'Administration et à la Cour des comptes;
- toute autre mission lui confiée par le Gouvernement.

Cette cellule est composée de cinq membres, désignés par le Ministre-Président :

- 1 conseiller;
- 1 attaché;
- 3 agents d'exécution dont 1 peut bénéficier d'une allocation tenant lieu de traitement fixée dans une échelle barémique dans le niveau 2+.

Dans les limites des crédits budgétaires alloués au SePAC, le Ministre-Président peut désigner, en-dehors du cadre autorisé, un maximum de 6 hommes par mois, par an, répartis sur un ou plusieurs experts pour des missions ponctuelles ou spécifiques.

Un Comptable extraordinaire est désigné parmi le personnel visé au présent article. Les allocations et indemnités dont il bénéficie sont identiques à celle allouées aux comptables extraordinaires des Cabinets. »

Art. 3. L'article 8 de l'arrêté précité est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 8. § 1^{er}. Il est créé auprès du cabinet du Ministre-Président une cellule comptant un conseiller et un agent d'exécution par membre sortant du Gouvernement de la Communauté française qui n'exerce plus de fonctions ministérielles pour une période prenant cours à la date de sa démission calculée au prorata de la durée du mandat ministériel exercé par l'intéressé, sans pouvoir être inférieure à un an et supérieure à cinq ans. Entre en ligne de compte pour la détermination de la période, l'exercice ininterrompu de mandats ministériels au sein d'un ou plusieurs Gouvernements. Les membres de cette cellule ne sont pas pris en compte pour le calcul du nombre de membres du personnel dont dispose le Ministre-Président en vertu de la Section 2 du présent arrêté.

§ 2. La répartition des fonctions fixées au paragraphe 1^{er} ne peut être modifiée que moyennant l'accord du Ministre-Président sans que le nombre maximum calculé en équivalent temps plein et le niveau des agents puisse être dépassé ».

Art. 4. L'article 26, § 3 de l'arrêté précité est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. Les dossiers individuels des membres du personnel quittant les Cabinets sont transférés à la Direction générale du personnel et de la Fonction publique du Ministère de la Communauté française, laquelle est chargée d'assurer la gestion administrative et pécuniaire.

Par dossier individuel, il faut entendre tous les documents relatifs aux actes pris en exécution de la gestion administrative et pécuniaire du membre du personnel du Cabinet ».

Art. 5. L'article 30 de l'arrêté précité est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 30. Le Secrétaire du Gouvernement est chargé du contrôle de la composition des Cabinets ministériels. Les Cabinets concernés enverront une copie conforme de chaque arrêté dûment daté concernant les membres de leur personnel au Secrétariat particulier d'audit et de contrôle des Cabinets (SePAC) chargé de requérir le visa du Secrétaire du Gouvernement. Celui-ci visera et estampillera les arrêtés et les retournera au SePAC qui, seulement après réception des arrêtés visés, transmettra le dossier à la Direction générale du personnel et de la Fonction publique du Ministère de la Communauté française, en vue de la liquidation des rémunérations. »

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur à la date fixée par le Gouvernement.

Art. 7. Le Ministre-Président est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 11 juillet 2008.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur,
de la Recherche scientifique et des Relations internationales,
Mme M.-D. SIMONET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances, de la Fonction publique et des Sports,
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Enseignement obligatoire,
C. DUPONT

La Ministre de la Culture et de l'Audiovisuel,
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme C. FONCK

Le Ministre de la Jeunesse et de l'Enseignement de Promotion sociale,
M. TARABELLA

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2008 — 3656

[C — 2008/29490]

11 JULI 2008. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van 13 oktober 2006 betreffende de Kabinetten van de Ministers van de Regering van de Franse Gemeenschap

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wetten van 8 augustus 1988 en 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur, inzonderheid op artikel 68;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 oktober 2006 betreffende de Kabinetten van de Ministers van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 maart 2008 tot vaststelling van de verdeling van de bevoegdheden onder de Ministers van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 10 juli 2008;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 11 juli 2008;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996, zoals later gewijzigd;

Overwegende dat de continuïteit van de werking van de ministeriële Kabinetten van de Regering van de Franse Gemeenschap dient te worden verzekerd;

Op de voordracht van de Minister-President,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 6 van het besluit van 13 oktober 2006 betreffende de Kabinetten van de Ministers van de Regering van de Franse Gemeenschap wordt gewijzigd als volgt :

« Art. 6. De Secretaris van de Regering wordt door de Regering benoemd.

De Secretaris van de Regering bekleedt de rang van Kabinetsdirecteur ingeval het ambt niet door de Kabinetsdirecteur van de Minister-President wordt uitgeoefend.

Hij wordt bijgestaan in zijn opdrachten door twee adviseurs en twee uitvoerende personeelsleden die een weddeschaal in niveau 2+ kunnen genieten. Ze worden door de Minister-President aangesteld. »

Art. 2. Artikel 7 van het bovenvermelde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 7. De leden van de Regering beschikken over een specifieke cel, met als doel bepaalde opdrachten te mutualiseren die gemeen zijn aan alle secretariaten van het Kabinet, het « Secrétariat particulier d'audit et de contrôle des Cabinets (SePAC) » (Bijzonder Secretariaat audit en controle voor Kabinetten) genoemd. De Minister-President voert het functioneel gezag ervan.

Die opdrachten zijn de volgende :

- de interne controle en interne audit van de kabinetten, in verband met het Rekenhof;
- de centralisatie en de controle van de overeenstemming van de besluiten en de dossiers van het personeel van de Kabinetten voordat ze aan de Administratie en aan het Rekenhof worden bezorgd;
- elke andere opdracht die hem toevertrouwd wordt door de Regering.

Deze cel is samengesteld uit vijf leden, aangesteld door de Minister-President :

- 1 adviseur;
- 1 attaché;
- 3 uitvoerende personeelsleden onder wie 1 lid een als wedde geldende toelage geniet die wordt vastgesteld in een schaal van niveau 2+.

Binnen de perken van de begrotingskredieten toegestaan aan het SePAC, kan de Minister-President, buiten de toegelaten personeelsformatie, hoogstens 6 personen per maand en per jaar aanstellen, verdeeld over één of meer experts voor punctuele of specifieke opdrachten.

Een buitengewone Rekenplichtige wordt aangesteld onder het personeel bedoeld in dit artikel. De toelagen en vergoedingen die hij geniet, zijn dezelfde als die toegekend aan de buitengewone rekenplichtigen van de Kabinetten. »

Art. 3. Artikel 8 van het bovenvermelde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 8. § 1. Er wordt een cel bij het kabinet van de Minister-President opgericht, met één adviseur en één uitvoerend personeelslid per uittreidend lid van de Regering van de Franse Gemeenschap dat geen ministerieel ambt meer uitoefent, voor een periode ingaand op de datum van zijn ontslag, berekend naar rata van de duur van het ministerieel mandaat uitgeoefend door de betrokkene, zonder minder dan één jaar en meer dan vijf jaar te mogen bedragen. Er wordt rekening gehouden met de ononderbroken uitoefening van ministeriële mandaten binnen één of meerdere Regeringen voor de bepaling van de periode. De leden van deze cel worden niet in aanmerking genomen voor de berekening van het aantal personeelsleden waarover de Minister-President beschikt overeenkomstig Afdeling 2 van dit besluit.

§ 2. De verdeling van de ambten bepaald in § 1 kan mits de toestemming van de Minister-President gewijzigd worden, waarbij het maximum aantal, berekend in voltijds equivalent, en het niveau van de ambtenaren niet mogen worden overschreden ».

Art. 4. Artikel 26, § 3 van het bovenvermelde besluit wordt vervangen als volgt :

« § 3. De individuele dossiers van de personeelsleden die de Kabinetten verlaten, worden overgezonden naar de Algemene Directie Personeel en Ambtenarenzaken van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, die belast wordt met het administratief en geldelijk beheer ervan.

Onder individueel dossier wordt verstaan, alle documenten met betrekking tot de akten die genomen worden ter uitvoering van het administratief en geldelijk beheer van het personeelslid van het Kabinet ».

Art. 5. Artikel 30 van het bovenvermelde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 30. De Secretaris van de Regering wordt belast met het toezicht op de samenstelling van de ministeriële Kabinetten. De betrokken Kabinetten zenden een voor eensluidend verklaard afschrift van elk behoorlijk gedateerd besluit betreffende de leden van hun personeel aan het Bijzonder Secretariaat audit en controle voor Kabinetten (SePAC), dat het visum van de Secretaris van de Regering moet aanvragen. Deze zal de besluiten viseren en stempelen en zal die aan het SePAC terugzenden, dat na de geviseerde besluiten te hebben ontvangen, het dossier aan de Algemene Directie Personeel en Ambtenarenzaken van het Ministerie van de Franse Gemeenschap zal terugzenden met het oog op de uitbetaling van de bezoldigingen. »

Art. 6. Dit besluit treedt in werking op de door de Regering te bepalen datum.

Art. 7. De Minister-President wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 11 juli 2008.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-Presidente, Minister van Hoger Onderwijs,
Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-President, Minister van Begroting, Financiën, Ambtenarenzaken en Sport,
M. DAERDEN

De Minister van Leerplichtonderwijs,
C. DUPONT

De Minister van Cultuur en de Audiovisuele Sector,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. C. FONCK

De Minister van Jeugd en Onderwijs voor sociale promotie,
M. TARABELLA

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2008 — 3657

[C — 2008/29465]

18 JUILLET 2008. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française autorisant des radios d'écoles

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion, notamment les articles 62 et 106;

Vu le décret du 20 décembre 2001 fixant le cadastre initial de référence de la Communauté française pour la radiodiffusion sonore en modulation de fréquence dans la bande 87,5-108 MHz et modifiant le décret du 24 juillet 1997 relatif au Conseil supérieur de l'Audiovisuel et aux services privés de radiodiffusion sonore de la Communauté française, tel que modifié.

Vu les avis favorables rendus par le Conseil de l'Education aux médias les 16 juin 1998, 3 octobre 2000, 26 mars 2002, 17 mai 2005 et 15 décembre 2005;

Sur proposition du Ministre en charge de l'Enseignement obligatoire et de la Ministre en charge de l'Audiovisuel;

Après délibération du 18 juillet 2008,

Arrête :

Article 1^{er}. Sont autorisés en qualité de radios d'école les établissements d'enseignement suivants :

Nom de l'établissement d'enseignement	Radiofréquence
Ecole d'enseignement spécial de la Communauté française Le Trèfle 7950 Chièvres	107.6 MHz
Athénée royal de Marchienne-au-Pont 6030 Marchienne-au-Pont	104.4 MHz
Ecole primaire autonome de la Communauté française 5020 Vedrin	105.3 MHz
Ecole primaire communale mixte de Chimay 6460 Chimay	96.3 MHz
Institut communal secondaire de Dottignies 7711 Dottignies	97.2 MHz
Lycée provincial des sciences et des technologies 7060 Soignies	105.7 MHz
Ecole Saint Martin 5380 Cortil-Wodon	107.3 MHz
Communauté scolaire libre Georges Cousot 5500 Dinant	103.3 MHz
Ecole Saint-Joseph Sainte-Marie 4000 Liège	105.7 MHz
Ecole fondamentale libre 5190 Moustier-sur-Sambre	88.3 MHz
Ecole fondamentale libre Saint-Martin 4550 Nandrin	100.2 MHz
Institut Notre-Dame-Sint-Joseph 6870 Saint-Hubert	97.3 MHz